

Mars 2008

# ISP Flash ISP

Flash ISP est un bulletin d'information mensuel qui résume les faits nouveaux concernant l'action du personnel et des militants des syndicats qui représentent les travailleurs/euses des services publics. Pour vous abonner à ce bulletin, écrivez à [communications@world-psi.org](mailto:communications@world-psi.org) en indiquant la langue qui vous intéresse dans l'intitulé de votre message: "English", "Français", "Español", "Japonais" ou "Russe". Vous trouverez ci-dessous une sélection d'informations extraites d'éditions récentes de Flash ISP. Vous pouvez aussi télécharger une version PDF du dernier bulletin [ici](#).



## Ver.di prépare de nouvelles grèves

Les travailleurs/euses des transports publics, de l'enlèvement des ordures et de nombreux autres secteurs en Allemagne ont participé à des grèves d'avertissement au cours des dernières semaines. Les autorités ont néanmoins ignoré leurs protestations. L'affilié de l'ISP Ver.di prépare désormais une grève qui pourrait bien devenir l'une des plus importantes de l'histoire des services publics allemands. Durant 13 ans, la plupart des travailleurs/euses du secteur public allemand ont reçu des augmentations salariales moins importantes que celles du secteur privé et souvent inférieures au taux d'inflation national. Les membres de Ver.di exigent une augmentation salariale de 8% dans le cadre de la campagne de négociations collectives de cette année.

Jusqu'à présent, les tentatives de parvenir à un accord avec les employeurs publics se sont soldées par un échec. Le gouvernement a proposé une augmentation de 5 pour cent sur une période de deux ans s'accompagnant d'une semaine de travail plus longue. Ver.di a rejeté cette offre car elle ne permet même pas de compenser l'inflation. En l'absence d'un accord, des grèves de grande ampleur sont annoncées dans l'ensemble du pays en avril. De concert avec une autre organisation d'employé-e-s publics, Ver.di mène une vaste campagne publique pour informer la population du stress et de la charge de travail croissants, du revenu inadéquat ainsi que des contributions inestimables apportées par les travailleurs/euses du secteur public au bien-être de la société.

## Commission des Nations Unies sur la condition de la femme



L'ISP, l'Internationale de l'Education et la CSI ont envoyé une délégation de 40 femmes à la 52ème session de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme (CSW), qui a eu lieu à New York du 25 février au 7 mars. La Commission s'est penchée en priorité sur le thème « *le financement de la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes* ». Les syndicats ont saisi cette occasion idéale pour établir un lien entre le travail décent, l'égalité des genres et le développement en vue de la conférence de suivi sur le financement du développement, prévue fin 2008 à Doha. La campagne menée par la délégation syndicale a permis d'obtenir des résultats positifs, les gouvernements reconnaissant enfin le lien entre l'égalité des genres et l'accès à « des services et des soins de santé de qualité, à un prix abordable et accessibles à tous » (cela inclut les services sociaux et l'éducation), ainsi que l'accès au « plein emploi productif et au travail décent pour tous ». Le rapport intégral est disponible en anglais sur le site web de l'ISP ([cliquez ici](#)).

## Les Pays-Bas décernent le prix pour la défense des droits syndicaux à un dirigeant syndicaliste iranien emprisonné



Mansour Osanloo, un dirigeant syndicaliste iranien détenu, s'est vu décerner à titre symbolique le prix Febe Elisabeth Velasquez au cours d'une cérémonie à Amsterdam. Le prix est attribué tous les deux ans à une personne s'engageant en faveur du respect des droits syndicaux dans des circonstances difficiles et dangereuses pour leur sécurité personnelle.

Osanloo dirige le syndicat indépendant des chauffeurs d'autobus de Téhéran. En octobre 2007, il a été condamné à cinq ans d'emprisonnement pour avoir, selon des accusations fabriquées de toutes pièces, mis en danger la sécurité nationale de l'Iran et critiqué le régime.

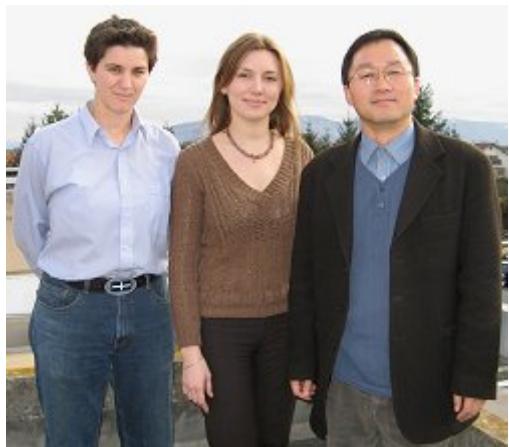
Agnes Jongerius, présidente de la Confédération syndicale des Pays-Bas, FNV, a remis à titre symbolique le prix à Henk van der Kolk, le président du syndicat néerlandais Bondgenoten, qui doit visiter Téhéran au

courant de cette année pour remettre le prix à Osanloo en mains propres.

Pour plus d'informations sur Osanloo et pour participer à la campagne visant à le faire sortir de prison, voir

[www.freeosanloo.org](http://www.freeosanloo.org).

## Les étudiants de l'Université mondiale du travail visitent l'ISP



Des jeunes membres de trois syndicats affiliés à l'ISP suivent le programme de formation de niveau master 2007-2008 sur la politique du travail et la mondialisation à l'Université mondiale du travail à Kassel, en Allemagne.

Kateryna Yarmolyuk du syndicat des travailleurs/euses du secteur public d'Ukraine a obtenu le prix Heinz Kluncker/Jerry Wurf que l'ISP décerne aux jeunes syndicalistes. Déjà titulaire d'un diplôme de droit, Kateryna tenait néanmoins beaucoup à suivre le cours afin d'être mieux armée pour aider son syndicat en matière de politique et de législation du travail.

Kim Kang Jeung est membre du syndicat national des travailleurs/euses de l'électricité de Corée, un affilié de l'ISP. Il fait son stage au siège de l'ISP, se consacrant à l'Initiative des travailleurs (Workers' Initiative) et aux relations du travail. Karen Douglas est membre du Syndicat des collectivités et du secteur public –Fédération de la fonction publique CPSU-SPSF, section Victoria, un affilié de l'ISP en Australie. Karen et Kateryna effectuent toutes deux un stage à l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Les trois jeunes étudiant-e-s ont déclaré que le cours de l'Université mondiale du travail leur donne l'occasion d'en apprendre plus sur le syndicalisme, en particulier au niveau mondial. Le cours permet à 19 étudiant-e-s de 18 pays différents de partager leurs expériences. Comme il a été mentionné le mois dernier, le délai d'inscription à la prochaine session de cours en Allemagne et en Inde est le 1<sup>er</sup> avril 2008. L'ISP offre une bourse d'études à un/e jeune travailleur/euse de moins de 35 ans. Pour plus d'informations, voir <http://www.global-labour-university.org/>.

## Lancement du réseau Aqua Publica Europea



Le 18 mars, le Pavillon de l'eau à Paris a accueilli le lancement du réseau Aqua Publica Europea, l'association européenne pour la gestion publique de l'eau. Le réseau fédère les opérateurs publics européens de l'eau et de l'assainissement dans l'objectif de promouvoir la gestion publique de l'eau en Europe et au-delà.

Aqua Publica Europea permettra aux entreprises publiques de l'eau et/ou aux autorités locales d'échanger des informations, de partager leur savoir-faire et de collaborer. Le réseau a pour objectif d'encourager les actions scientifiques, techniques, économiques et administratives liées à la gestion de l'eau.

Le réseau représentera les entreprises publiques de l'eau auprès des institutions et organismes européens et internationaux des divers continents impliqués directement ou indirectement dans la gestion de l'eau. Les membres fondateurs sont des entreprises publiques de l'eau et des fédérations d'entreprises publiques locales en Belgique, France, Allemagne, Italie et Suisse. Pour de plus amples informations, notamment le programme du 18 mars, voir [http://www.eaudeparis.fr/cgi/pavillondeleau/aqua\\_publica.shtml#anglais](http://www.eaudeparis.fr/cgi/pavillondeleau/aqua_publica.shtml#anglais)

## Forum mondial sur les ressources humaines pour la santé



Près de 1.500 expert-e-s en matière de santé, ministres de la Santé et représentant-e-s de travailleurs/euses de la santé se sont réunis à Kampala, en Ouganda, du 2 au 7 mars, à l'occasion du premier Forum mondial sur les ressources humaines pour la santé.

Les participant-e-s ont discuté de la manière d'améliorer les conditions de travail et d'emploi des professionnels de la santé, des mesures à prendre pour répondre aux flux croissants des travailleurs/euses de la santé des pays en développement vers les pays industrialisés et pour retenir et recruter des nouveaux professionnels de la santé afin de renforcer les systèmes de santé. Le forum a été organisé par l'Alliance mondiale pour les personnels de santé (GHWA) parrainée par l'OMS et dont l'ISP est un membre fondateur.

Les participant-e-s ont adopté la déclaration et le programme de Kampala pour une action mondiale (voir ci-dessous). Ces documents visent à « poser les jalons d'une action coordonnée aux niveaux national, régional et international.

destinée à endiguer la pénurie mondiale et corriger la répartition inégale des personnels de santé ». Or, l'événement le plus marquant du forum était la réunion même de centaines de participant-e-s déterminée-e-s venant des quatre coins du monde ainsi que leur volonté de conjuguer leurs efforts pour résoudre ce problème essentiel. Des délégué-e-s de l'ISP ont participé au forum et nous continuerons à appuyer le rôle joué par le GHWA en tant que catalyseur et enceinte permettant de réunir divers acteurs pour l'apprentissage, le dialogue, le plaidoyer et l'action conjointe.

## CNUCED XII : Conférence sur le commerce et le développement



La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tiendra sa 12ème conférence à Accra, au Ghana, du 20 au 25 avril. La CNUCED est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations Unies et a pour mandat d' « intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor ». Les participant-e-s à la Conférence CNUCED XII discuteront des sujets suivants : renforcement de la cohérence politique en matière de commerce et de développement, création d'un environnement propice au renforcement des capacités productives des pays en développement, examen des aspects fondamentaux du commerce et du développement ainsi que des nouvelles réalités de

l'économie mondiale et consolidation du rôle de la CNUCED.

En coopération avec la CSI, l'ISP enverra une délégation de syndicalistes du secteur public pour participer à la conférence et aux activités de la société civile précédant cette dernière. Les syndicats exprimeront leur soutien au rôle que joue la CNUCED pour veiller à ce que le commerce et les investissements garantissent un travail décent et de bonnes conditions sociales pour les travailleurs/euses et leurs familles. La CNUCED a décidé que la migration serait l'un de ses sujets prioritaires au cours des années à venir. L'ISP organisera un atelier sur la migration dans le cadre des activités de la société civile. Pour plus d'informations sur les activités de la délégation, prière de contacter [svend.robinson@world-psi.org](mailto:svend.robinson@world-psi.org). Des informations sur la Conférence CNUCED XII sont disponibles sur [www.unctad.org](http://www.unctad.org) et les activités de la société civile figurent sous [www.unctadxii-csforum.org](http://www.unctadxii-csforum.org).

## L'ISP condamne la violence à Gaza et en Israël



L'ISP s'associe à la CSI pour exprimer sa profonde sympathie et ses condoléances aux personnes, familles et travailleurs/euses touchés par la violence continue à Gaza et en Israël. L'ISP exhorte tous les dirigeants en Israël, à Gaza et en Cisjordanie à négocier de bonne foi, à convenir d'un cessez-le-feu et à prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre une feuille de route pour la paix.

« L'ISP demande que cesse immédiatement le cycle de la violence causant des injustices et des souffrances indicibles à Gaza et en Cisjordanie », a

déclaré Peter Waldorff, le Secrétaire général de l'ISP. « Nous condamnons les récentes incursions militaires israéliennes à Gaza, qui ont entraîné la mort de plus de 100 personnes, y compris des femmes et des enfants. L'ISP déplore également la récente attaque perpétrée par un homme armé palestinien contre un séminaire juif à Jérusalem, tuant huit personnes, ainsi que les attaques de roquettes incessantes lancées contre Israël. La paix et la sécurité sont indispensables pour construire un avenir pour tous ceux qui vivent à Gaza, en Cisjordanie et en Israël ainsi que dans les pays voisins », a-t-il ajouté.

## Réunion sous-régionale pour l'Afrique australe



Quarante délégué-e-s,  
dont des représentant-e-s  
de pays, des  
observateurs/trices et des  
membres du personnel

sous-régional, ont participé à la Commission consultative sous-régionale (SUBRAC) de l'ISP pour l'Afrique australe en Afrique du Sud à la fin février.

Des intervenants de FEDUSA et de COSATU ont discuté du projet de loi sur le service public unique en Afrique du Sud. Les deux syndicats sont profondément préoccupés par ce projet de loi, car rien de prouve que le modèle sera efficace ou financièrement viable. Ils sont même convaincus qu'il va exacerber les inégalités entre les municipalités.

Les participant-e-s à la réunion ont élu les représentant-e-s du Groupe de travail sur les services de santé et du Groupe consultatif sur les entreprises de services publics de distribution. Le Swaziland a été nommé pour promouvoir la création de structures de jeunes dans la région et l'Afrique du Sud est chargée des structures LGBT.

## Accord de libre-échange Corée/Etats-Unis : la réaction des syndicats



Le président de la Confédération coréenne des syndicats, Lee Seok-Haeng, a rencontré John Sweeney, le président de la American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations à Washington en février. Les deux groupes s'opposent à l'accord de libre-échange entre la Corée et les Etats-Unis (KORUS). Les deux confédérations syndicales sont convenues de tout mettre en œuvre pour éviter que les deux gouvernements ne ratifient l'ALE. [Cliquez ici](#) pour lire la déclaration syndicale conjointe (en anglais).

## Brésil : signature historique de conventions de l'OIT après trois décennies de lutte



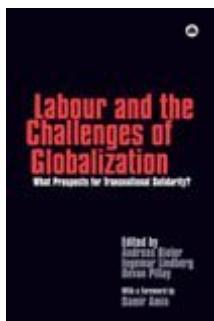
La centrale syndicale du Brésil CUT et ses syndicats et confédérations affiliés des secteurs public et privé ont célébré un événement historique : la signature par le président Lula et la soumission au Congrès national pour ratification le 14 février 2008 des Conventions 151 et 158 de l'OIT. « Bien que les deux conventions ne soient pas encore entrées en vigueur, nous célébrons aujourd'hui l'engagement en faveur d'un programme positif, un programme pour le développement et la réalisation des droits des travailleurs/euses dans les secteurs public et privé. Nous devons maintenir la pression pour veiller à ce que le Congrès approuve les

conventions le plus vite possible », a déclaré Artur Henrique, le président de la CUT.

La Convention 151 fournit des garanties juridiques pour les négociations collectives, la liberté de réunion et les droits syndicaux dans le secteur public. La Convention 158 interdit aux employeurs de licencier des travailleurs/euses sans motif, ce qui représente un grand pas en avant vers la réduction de la rotation du personnel. En prenant ces mesures, le gouvernement signale qu'il a l'intention d'intégrer les conventions dans ses politiques.

Durant son audience avec Lula, Artur a également souligné que l'OIT et l'ISP contribueront largement au succès de ces mesures.

## Le travail et les défis de la mondialisation



Cet ouvrage (en anglais) publié par Pluto Press examine de manière critique la manière dont les travailleurs/euses relèvent les défis posés par la restructuration néolibérale de l'économie mondiale.

L'étude identifie les nouvelles initiatives ainsi que les mesures déjà en vigueur privilégiées par les employé-e-s de l'économie formelle ainsi que les travailleurs/euses marginalisés tels que les vendeurs/euses de rue, les travailleurs/euses à domicile et d'autres travailleurs/euses de l'économie informelle. Le livre présente dix études de pays, dont l'Inde, la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Allemagne, la Suède, le Canada, l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Brésil. Il soutient que les travailleurs/euses et les syndicats peuvent remettre en question la logique de la mondialisation néolibérale en oeuvrant en collaboration étroite avec d'autres forces sociales dans le monde entier. Le livre peut être commandé sur le site web de Pluto Press <http://www.plutobooks.com/cgi-local/whatsnew.pl>. Utilisez le code promotionnel PLULABOUR avant le paiement pour bénéficier d'une réduction de 20%.

## L'ISP s'élève contre la corruption



L'ISP était présente à la Conférence des Nations Unies des Etats parties à la Convention contre la corruption qui s'est tenue à Bali, en Indonésie, fin janvier. Aux côtés de participants/es de la société civile, notamment Transparency International et notre partenaire UNICORN, deux membres de l'ISP se sont

exprimés sur l'importance de protéger les personnes qui dénoncent des actes de corruption. Annie Geron, membre de PSLINK aux Philippines, et Mourad Tchiko, du SNAPAP en Algérie – deux syndicats affiliés à l'ISP – ont courageusement condamné la corruption dans leurs pays respectifs, ce qui leur a coûté leur emploi ; avec le soutien de l'ISP, ils continuent à se battre pour la justice auprès de l'OIT et d'autres forums. L'action militante d'Annie et de Mourad a joué un rôle-clé dans la mise en place d'un réseau international destiné à soutenir et à protéger les personnes qui dénoncent la corruption. Annie a fait partie des orateurs/trices principaux lors de la réunion de la société civile organisée en marge de la Conférence.

Par ailleurs, l'ISP, avec la participation de Svend Robinson, qui travaille au siège de l'ISP, a demandé à l'agence des Nations Unies chargée de la Convention d'adopter un mécanisme de contrôle efficace et d'ajouter aux dossiers déposés aux Nations Unies par les Etats membres les rapports relatifs à la protection des personnes qui dénoncent la corruption. Les syndicats doivent être des partenaires privilégiés dans la lutte contre la corruption, car chaque dollar dépensé en pot-de-vin ou en tractations malhonnêtes est un dollar de moins pour les services publics de qualité, sans parler de la perte de confiance à l'égard du secteur public. [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

## Campagne de l'ISP «Eau, femmes et travail»



Après le succès remporté en 2007 par la campagne «Eau, femmes, travail: sources de vie», l'ISP a décidé de mener une campagne similaire cette année entre le 8 mars, Journée internationale de la femme, et le 22 mars, Journée mondiale de l'eau. La campagne de 2008 incorpore également les thèmes du

changement climatique et du développement durable au message essentiel de la campagne: « Les femmes et les syndicats exigent des services d'eau potable accessibles à tous, abordables et efficaces ». Nous invitons nos affiliés à participer à la campagne et à nous tenir informés sur les activités qu'ils réaliseront.

L'ISP a mis au point un site web dédié à la campagne, disponible en anglais, français et espagnol. Vous y trouverez différents matériels à télécharger: brochure, autocollant, affiche et carte postale. Ces matériels ont déjà été envoyés par courrier postal à tous les affiliés, ainsi qu'aux bureaux régionaux et sous-régionaux. Pour plus d'informations, visitez [www.psiwater.org](http://www.psiwater.org) ou écrivez à [equality@world-psi.org](mailto:equality@world-psi.org)



## Europe : NON aux prisons surpeuplées

Dans les pays de l'Union européenne, les prisons sont, en moyenne, occupées à 125% de leur capacité. Dans certains pays, ce taux atteint presque 200%. Les conditions, aussi bien pour les détenus/es que pour le personnel carcéral, sont intenables, car le personnel subit une pression considérable. L'encombrement des prisons favorise l'absentéisme, l'agressivité entre les détenus/es et contre le

personnel, et accroît les taux de maladies, voire de suicides. La Fédération syndicale européenne des services publics (la FSESP) a choisi la journée du 28 février pour célébrer la journée d'action contre le surpeuplement des prisons. Une manifestation aura lieu à Bruxelles, et des activités seront organisées dans d'autres villes européennes. Pour plus de renseignements, allez sur <http://www.epsu.org/a/3538>.



## Australie : grève des travailleurs de l'énergie contre la privatisation

Les délégués/es de sept syndicats représentant les travailleurs/euses de l'électricité en Nouvelle-Galles du Sud (NSW), en Australie, ont voté à l'unanimité en faveur d'une action revendicative le 26 février pour protester contre le projet du gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud de céder au secteur privé les entreprises de revente d'électricité et de lui proposer de louer les générateurs d'électricité. Le rassemblement prévu à cette date coïncidera avec la rentrée parlementaire. Les affiliés australiens de l'ISP, ASU, CEPU/ETU et SPSF, font partie des sept syndicats protestataires. Le groupe de syndicats Unions NSW coordonne les actions des syndicats par le biais de son site Internet : [www.stoptheselloff.org.au](http://www.stoptheselloff.org.au).

D'après le Secrétaire assistant de Unions NSW, Matt Thistlethwaite, les travailleurs/euses de l'électricité veulent adresser un message fort au gouvernement. « Nous refusons de croire que l'affaire est réglée. Il n'est pas trop tard, le Premier ministre peut encore écouter les gens de Nouvelle-Galles du Sud, qui sont très majoritairement opposés à la privatisation de l'électricité. »

Pour lire tout l'article et écouter l'entretien radiophonique de Matt Thistlethwaite, allez sur :

<http://www.abc.net.au/news/stories/2008/02/06/2155537.htm?section=business>.

## Etats-Unis : un militant syndical s'insurge contre l'interdiction de parler



Le Conseil américain des relations syndicales American National Labor Relations Board (NLRB) a porté plainte contre le Resurrection Health Care (RHC), le deuxième plus grand système de santé de la région métropolitaine de Chicago, au motif que le RHC avait tenté de réduire au silence un syndicaliste qui travaillait au West Suburban Medical Center, un hôpital affilié au RHC. En octobre 2007, un supérieur a avisé Torrence Shorter, militant syndical, qu'il ne pouvait plus parler à ses collègues du service restauration. Cette injonction lui a été signifiée une semaine après sa prise de parole lors d'une réunion syndicale.

Le RHC fait l'objet de 14 accusations pour interrogation, harcèlement, interférence dans des activités de syndicalisation, et interdiction de distribuer de la documentation syndicale depuis 2003. « A de nombreuses reprises, les employés du RHC ont dû faire face à des actes de harcèlement et d'intimidation simplement pour avoir exercé leur droit à se syndiquer », déclare Henry Bayer, directeur exécutif du Conseil 31 d'AFSCME, qui travaille avec les employés/es du RHC pour former un syndicat. « Il est grand temps que cet employeur respecte enfin les droits de ses employés. » L'audience concernant la plainte a été fixée au 12 mars.



## Université mondiale du travail (GLU) - 1er avril: délai de candidature pour l'Allemagne et l'Inde

L'Université mondiale du travail, dont nous avons parlé dans différents numéros de Flash ISP et de FOCUS, offre à des syndicalistes des programmes de formation de niveau master dans quatre pays différents: l'université de Kassel et la Berlin School of Economics en Allemagne; l'université Wits en Afrique du Sud; l'université de Campinas au Brésil ; et le Tata Institute for Social Sciences à Bombay, en Inde. Le délai d'inscription à la prochaine session de cours en Allemagne et en Inde est le 1er avril 2008. Les personnes intéressées peuvent suivre des cours dans plusieurs universités, de telle sorte que leur

maîtrise en mondialisation et questions du travail soit un véritable diplôme international. Les cours sont dispensés en anglais et les candidats ne doivent en principe pas avoir plus de 40 ans. Pour plus d'informations sur la GLU, visitez <http://www.global-labour-university.org/> L'ISP offre une bourse d'étude à un/e jeune travailleur/euse (moins de 35 ans) intéressé par cette formation.



## « Basta ya de impunidad »

C'est avec ce slogan, « Halte à l'impunité », qu'une conférence syndicale internationale a été organisée à Guatemala City le 31 janvier pour évoquer le rôle des syndicats dans la lutte contre l'impunité. Les syndicats membres de la CSI dans la région, ainsi que la FIOT, l'UITA et l'ISP, y étaient présents. La conférence a été ouverte par le Président du Guatemala, Alvaro Colom, qui a non seulement promis de lutter contre les problèmes actuels d'impunité mais aussi contre la corruption et la pauvreté croissante dans le pays. Il s'est engagé à soutenir la liberté syndicale et le respect des droits humains, et aussi à établir des bases

solides permettant d'instaurer un dialogue social efficace et de renforcer le ministère du Travail.

La conférence visait à définir et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies susceptibles de promouvoir les normes fondamentales du travail, de renforcer la capacité des syndicats à lutter contre l'impunité, de retrouver et de punir les assassins des dirigeants syndicaux Pedro Zamora, Marco Túlio Ramirez, Raul Castro Bosel et Rosalío Gonzalez Villatoro.

A la fin de la conférence, une déclaration a été présentée au ministre du Travail ; cette déclaration est accessible sur le site [http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/declaration\\_guatemala\\_conf\\_310108.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/declaration_guatemala_conf_310108.pdf)

## Dynamique syndicale en Chine : principales approches et priorités syndicales



Un séminaire organisé les 25-26 janvier à Hong Kong a réuni des participants/es provenant de syndicats de Hong Kong, d'ONG, de groupes de la société civile, ainsi que des représentants/es des Fédérations syndicales internationales. L'ISP était représentée par Katsuhiko Sato, Secrétaire régional pour l'Asie-Pacifique, et par Katherine Loh, Secrétaire sous-régionale pour l'Asie du Sud-Est. Le séminaire a débuté sur un aperçu des dernières tendances de la législation syndicale chinoise, notamment les nouvelles dispositions en matière de droit du travail. Tout porte à croire que ces nouvelles lois auront une influence favorable sur la situation des syndicats.

Le Bureau de liaison de Hong Kong pour la CSI/Fédérations

syndicales internationales/HKCTU a présenté les résultats du projet financé par SASK, « Mapping of Union Activities and Strategies on China » (Répartition des stratégies et activités syndicales en Chine), qui révèlent la hausse du nombre d'initiatives de syndicats étrangers, un plus grand intérêt à l'égard de la Chine, et un travail accru avec les ONG. La Campagne Play Fair 2008 a présenté son programme en faveur du respect des droits du travail aux Jeux Olympiques de 2008, intitulé « Catch the Flame » (Attrapez la flamme) ; pour en savoir plus, allez sur [www.playfair2008.org](http://www.playfair2008.org). Les Fédérations syndicales internationales ont discuté de leur rôle en Chine et ont décidé d'établir des contacts, en particulier avec la fédération syndicale chinoise All China Federation of Trade Unions (ACFTU), et de travailler en collaboration avec la CSI et l'OIT.

## Pakistan : fonds pour le tremblement de terre

Suite au tremblement de terre qui s'est produit au Pakistan en octobre 2005, l'ISP a créé un fonds de solidarité pour aider les syndicats et les quelque 3,5 millions de personnes qui se sont retrouvées sans toit. Le séisme a détruit de vastes zones du nord du Pakistan et du nord de l'Inde. Au Pakistan, 73.000 individus ont trouvé la mort, et plus de 120.000 ont été blessés.

L'ISP a versé 90.947 euros au fonds d'urgence de la Croix-Rouge IFRC Pakistan Earthquake Emergency and Recovery Appeal ([www.ifrc.org](http://www.ifrc.org)). Nous remercions les syndicats qui ont contribué à ce fonds.

## Île Maurice : violation des droits syndicaux



Les syndicalistes mauriciens sont confrontés aux attaques du gouvernement et aux poursuites engagées contre eux pour leur participation à des manifestations. L'ISP a écrit au gouvernement mauricien en novembre dernier pour le prier de retirer sa plainte injustifiée contre Radhakrisna Sadien et Toolsiraj, qui sont poursuivis pour avoir participé à un rassemblement public.

L'affilié de l'ISP Government Servants Association (GSA) nous a informés que les autorités mauriciennes avaient déposé une autre plainte contre R. Sadien et cinq autres syndicalistes au motif qu'ils avaient pris part à une autre manifestation en juillet 2006 contre la fermeture d'un organisme semi-public.

Les syndicalistes se sont vus confisquer leur passeport, et ils ne peuvent plus circuler sans autorisation préalable. Et lorsqu'ils parviennent à obtenir la permission de circuler, de nombreuses restrictions leur sont imposées.

L'ISP condamne énergiquement ces violations des droits humains et syndicaux et a écrit au gouvernement mauricien pour lui rappeler ses obligations au regard des réglementations internationales, en particulier les Conventions 87 et 98 de l'OIT, qui garantissent le droit à la liberté syndicale pour les travailleurs/euses, notamment le droit aux manifestations pacifiques. Cliquez ici [pour en savoir plus](#) en anglais.

## Irlande : colère face à la « loi de suppression » des emplois au HSE



L'affilié irlandais de l'ISP, IMPACT, a engagé des poursuites contre le service de santé Health Care Executive (HSE), ce qui a donné lieu à une audience à la Cour du travail en janvier, pour déterminer les circonstances dans lesquelles le HSE a manqué aux accords nationaux en imposant un gel du recrutement.

Parmi les 57.000 membres d'IMPACT, on compte 28.000 employés/ées de bureau, administrateurs/trices, personnels de santé, infirmières ou thérapeutes des services du HSE. Le HSE a diffusé une circulaire dans laquelle il était précisé que seuls les « postes vacants indispensables » seraient pourvus, ce qui a provoqué la colère des responsables du personnel et des responsables syndicaux. D'après le Secrétaire national d'IMPACT, Kevin Callinan, cette politique signifie que « les postes sont supprimés même s'ils sont prévus dans le budget et dans les effectifs et qu'ils ont été approuvés très récemment, l'automne dernier. »

IMPACT attend les réponses à un certain nombre de questions qui ont été posées au Directeur des ressources humaines du HSE, notamment en ce qui concerne le partage des tâches, les congés sabbatiques, et la dotation en personnel pour les nouvelles initiatives très attendues sur le handicap, la santé mentale, les soins de santé primaires et

les soins aux personnes âgées. Cliquez ici [pour lire l'article](#) en anglais.

## Nouveau site Internet : les syndicats du secteur public luttent contre le sida



L'Afrique australe reste l'épicentre de l'épidémie mondiale de HIV. L'organisme syndical de lutte contre le sida, Public Sector Unions Fighting against AIDS (PSUFASA), a créé un nouveau site Internet dans le cadre du projet ISP/UNISON visant à aborder le problème du VIH et du sida au travail. Face aux considérables défis posés par le sida, il est dans l'intérêt des syndicats et des employeurs d'agir en faveur des travailleurs/euses. Ce site Internet fournit des informations utiles, propose des outils et des liens pour aider les syndicats à faire face au VIH/sida et permet d'échanger les bonnes pratiques, les expériences réussies et les leçons apprises.

A l'heure actuelle, 31 syndicats sont affiliés au PSUFASA dans neuf pays d'Afrique australe. Pour de plus amples informations, allez sur [www.psufasa.org](http://www.psufasa.org).

## Caraïbes : examen de l'accord de partenariat économique



Le 16 décembre 2007, les pays membres du CARIFORUM (Communauté des Caraïbes et de la République dominicaine) ont conclu des négociations en vue d'un accord de partenariat économique avec l'UE. C'est l'organisme Caribbean Regional Negotiating Machinery (CRNM) qui a mené les négociations au nom du CARIFORUM. Il faut souligner que les Caraïbes sont les seules du groupe des Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, à avoir conclu un accord de partenariat économique complet. Cet accord doit être signé par les ministres du CARIFORUM le 15 mars et il sera appliqué à titre provisoire à compter du 1er avril. Pour lire le texte, allez sur [www.normangirvan.info](http://www.normangirvan.info) et <http://www.cpdcngo.org/>

Pendant les négociations, les affiliés de l'ISP aux Caraïbes se sont associés à des ONG sous l'égide du centre de développement politique Caribbean Policy Development Centre (CPDC) pour réclamer des échanges commerciaux plus équitables, une orientation plus nette en faveur des questions de développement et, surtout, une totale transparence vis-à-vis du public. Depuis que l'accord est paraphé, les appels se font encore plus pressants. En conséquence, le Conseil pour le développement économique et commercial (COTED) de la CARICOM (Communauté et marché commun des Caraïbes) a appelé fin janvier à un « examen » de l'accord négocié. Le nouveau gouvernement de la Barbade a fait part de sa préoccupation, en soulignant qu'il analyserait minutieusement l'accord avant de le signer.

## Comité interaméricain de l'ISP contre le racisme et la xénophobie



Les 13-14 novembre 2007, le Comité interaméricain de l'ISP contre le racisme et la xénophobie s'est réuni pour la première fois à Saint-Domingue, en République dominicaine. Les membres du comité sont élus dans chaque sous-région pour participer à une réunion annuelle. C'est Bill Lucy, du syndicat AFSCME, qui préside ce comité. Les principales résolutions prises lors de la réunion portaient sur l'identification et la diffusion des bonnes pratiques liées à la promotion de l'égalité des chances dans les services publics et des initiatives visant à intégrer les minorités dans les syndicats. Le comité entreprend également des actions pour inciter l'Organisation des Etats américains à approuver un projet de convention contre la discrimination, ainsi que la ratification des Conventions 111 et 139 de l'OIT. En outre, le comité a discuté de la situation à Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère, et plus particulièrement du statut des citoyens haïtiens qui vivent en République dominicaine. Nos affiliés locaux présenteront des propositions en vue d'améliorer les droits de ces personnes. Pour plus d'informations, merci de contacter [psiamericas@verizon.net](mailto:psiamericas@verizon.net)

## Appel contre le licenciement d'un fonctionnaire aux îles Tonga



Aux îles Tonga, le syndicat Public Service Association (PSA) a engagé des poursuites contre le gouvernement et le Premier ministre au sujet du licenciement selon lui abusif de la Secrétaire générale du PSA, Mele Amanaki, en 2006. Le PSA indique qu'elle a été licenciée pour manquement au code de conduite du service public, qui interdit les activités politiques. Mele Amanaki affirme qu'elle a été licenciée pour des raisons politiques et parce qu'elle avait fait passer une pétition signée par les membres du PSA appelant le gouvernement à honorer son engagement vis-à-vis des fonctionnaires au niveau des conditions de rémunération.

L'ISP soutient Mele Amanaki dans le combat qui l'oppose au gouvernement concernant son licenciement. Le Secrétaire sous-régional de l'ISP pour l'Océanie, Mike Ingpen, a récemment participé à un entretien radiophonique, que vous pouvez écouter en cliquant ici :

<http://www.radioaustralia.net.au/pacbeat/stories/s2150337.htm>

## Lituanie : préoccupation quant à la construction d'une centrale nucléaire



Le gouvernement lituanien prévoit de construire une nouvelle centrale nucléaire, mais il subit actuellement des pressions de la part de riches hommes d'affaires pour modifier la loi, afin de permettre aux investisseurs privés de prendre en charge le secteur énergétique du pays. Les confédérations lituanaises ont publié une déclaration commune sur la situation énergétique du pays et ont organisé un piquet de grève au Semjus, le parlement lituanien, le 15 janvier. Les syndicats de l'énergie en Lituanie, en Ukraine et dans la région balte font également part de leur préoccupation et des risques pour la sécurité et la santé publique si la construction de centrales nucléaires se retrouve entre les mains du secteur privé. L'investisseur privé NDX Energija applique une politique anti-syndicale. L'ISP et la FSESP ont rédigé une déclaration commune, accessible sur <http://www.epsu.org/a/3485>.

## Commerce et changement climatique



Dans le cadre de la série « Nouvelle approche de la politique commerciale et du développement », le Groupe socialiste au Parlement européen vient de publier sa quatrième brochure intitulée « Commerce et changement climatique ». Cette brochure aborde certaines questions complexes, ainsi que des tensions et des conflits autour du « coût carbone des aliments », des biens environnementaux et de l'OMC. Elle conclut que la lutte contre le réchauffement climatique n'aboutira que si elle est basée sur la solidarité internationale et si elle s'éloigne des politiques européennes actuelles, peu perspicaces, et des modes de vie européens dépendants des ressources énergétiques.

La brochure est disponible en anglais, allemand, espagnol et français sur le site :

<http://www.socialistgroup.eu/gpes/publist.do?lg=en>



## Le modèle Trondheim

A Trondheim, en Norvège, la « coalition rouge-vert » a été réélue en septembre 2007, la maire travailliste Rita Ottervik ayant obtenu plus de 40% des suffrages. Le parti travailliste et les syndicats de Trondheim travaillent en bonne entente depuis des années, et leur système de coopération unique porte un nom : le modèle Trondheim. L'histoire de Trondheim, la troisième plus grande ville du pays, a commencé dans les années 90, lorsque le parti travailliste a placé la santé publique et l'éducation en tête

de son programme, dans le cadre général d'un « programme radical visant à reconquérir le secteur public » et à rejeter toute privatisation des services publics.

Trondheim disposait d'un réseau complet de jardins d'enfants bien avant d'autres grandes villes norvégiennes. La municipalité a mis fin à la privatisation du cinéma public. Le ramassage des ordures, qui était assuré par une société privée, est passé aux mains du public. Et, surtout, la coalition rouge-vert a organisé et renforcé l'économie municipale. Les syndicats sont incontournables dans le modèle Trondheim et ont joué un rôle décisif dans le succès du parti travailliste et de la coalition rouge-vert. Le plus grand syndicat du pays, Fagforbundet (syndicat des employés municipaux et généraux), a été un des premiers à utiliser les idées des travailleurs/euses du secteur public pour améliorer la qualité des services. Cette stratégie, qui apparaît comme le projet d'un nouveau modèle de municipalité, a pour objectif de conjurer la menace de la privatisation en invalidant l'excuse habituelle qui consiste à dire que les

services publics sont mal gérés. Des réunions ont été organisées entre les travailleurs/euses et les usagers des services ; les travailleurs/euses ont été encouragés à proposer leurs idées pour améliorer les services ; les connaissances des uns et des autres ont pu être échangées. Tous les changements ont été réalisés en partant du principe qu'il n'y aurait aucune perte d'emploi. Le gouvernement norvégien de centre gauche a désormais adopté cette politique, qui sera étendue à une centaine de municipalités.

Pour en savoir plus, allez sur le site Internet du réseau international TNI (Transnational Institute) :

[http://www.tni.org/detail\\_page.phtml?&act\\_id=16819](http://www.tni.org/detail_page.phtml?&act_id=16819)